

Lettre de Georges Marchais, alors secrétaire général du PC, reproduite dans « L'Humanité » du 6 janvier 1981.

Elle est adressée au recteur de la mosquée de Paris, qui venait de s'indigner contre la destruction au bulldozer (le 24 décembre 1980, veille de Noël !) d'un foyer de 300 travailleurs maliens par le maire communiste de Vitry, Paul Mercieca.

Extraits :

« ...Je vous le déclare nettement : oui, la vérité des faits me conduit à approuver, sans réserve, la riposte de mon ami Paul Mercieca. (...) Plus généralement, j'approuve son refus de laisser s'accroître dans sa commune le nombre, déjà élevé, de travailleurs immigrés.

En raison de la présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut les regarder en face et prendre rapidement les mesures indispensables.

La cote d'alerte est atteinte. (...) C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage.

Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine.

Il faut résoudre l'important problème posé dans la vie locale française par l'immigration. Se trouvent entassés dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos, des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficiles leurs relations avec les Français.

Quand la concentration devient très importante (...), la crise du logement s'aggrave. Les HLM font cruellement défaut et de nombreuses familles françaises ne peuvent y accéder.

Les charges d'aide sociale nécessaires pour les familles immigrées plongées dans la misère deviennent insupportables pour les budgets des communes... »